

OMPI



WIPO/GRTKF/IC/3/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 15 avril 2002

F

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE RELATIVE AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES, AUX SAVOIRS TRADITIONNELS ET AU FOLKLORE

Troisième session
Genève, 13 – 21 juin 2002

ACCREDITATION DE CERTAINES ORGANISATIONS

Document établi par le Secrétariat

1. Pendant sa première session, tenue à Genève, du 30 au 3 mai 2001, le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (ci-après dénommé “comité”) a approuvé certains éléments d’organisation et de procédure, notamment l’accréditation en qualité d’observatrices ad hoc d’un certain nombre d’organisations non gouvernementales qui souhaitaient participer aux travaux du comité (voir le paragraphe 18 du rapport adopté par le comité – document OMPI/GRTKF/IC/1/13).
2. Depuis lors, plusieurs autres organisations non gouvernementales ont fait part au Secrétariat de leur souhait d’obtenir le statut d’observateur ad hoc dans la perspective des sessions ultérieures du comité intergouvernemental. On trouvera en annexe un document contenant les noms et autres renseignements biographiques des organisations qui ont demandé, avant le 12 avril 2002, à être représentées à la troisième session du comité intergouvernemental. Les renseignements en question présentés dans l’annexe ont été communiqués par chacune des organisations.

3. *Le comité intergouvernemental est invité à approuver l'accréditation, en qualité d'observatrices ad hoc, des organisations mentionnées dans l'annexe du présent document.*

[L'annexe suit]

ANNEXE

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES AYANT DEMANDÉ
À ÊTRE REPRÉSENTÉES EN QUALITÉ D'OBSERVATRICES
AUX SESSIONS DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL

Association Bouregreg

Asociación Civil Comunidad Aborigen – “Toba, Pilaga, Wichí” – To.Pi.Wi.

Pauktuutit – Association des femmes inuites

Society for Research into Sustainable Technologies and Institutions (SRISTI)

Association Bouregreg

L'association et ses objectifs

L'Association Bouregreg se consacre aux domaines socioculturels et s'occupe également d'urbanisme et de questions comportementales. La promotion du rôle des femmes dans le développement économique constitue une de ses activités essentielles comme en témoignent les travaux entrepris par son bureau de Casablanca. Dans le cadre du Forum international des femmes visant à promouvoir la vie professionnelle des femmes, ce bureau est en effet à l'origine de nombreux projets destinés à renforcer le rôle de celles-ci dans l'économie.

La présentation du patrimoine et la sensibilisation de la population à ses richesses contribuent à l'évolution de la société. Ainsi, en ce qui concerne le patrimoine urbanistique et architectural, l'Association Bouregreg a contribué à mieux faire connaître la valeur et la richesse de la ville historique, fondée il y a plus de 3000 ans.

L'association a répondu à de nombreuses invitations à soumettre des propositions, en particulier de la part de la Commission européenne. Elle coopère, par ailleurs, avec l'ENDA, l'UNICEF, Coopération Canada et des organismes des Nations Unies, tels que le PNUD, le FNUAP et l'UNIFEM (bureau de Casablanca).

En ce qui concerne la promotion du rôle des femmes dans le développement économique, l'Association Bouregreg a créé le Forum international des femmes pour la promotion de leur vie professionnelle. Il s'agit en particulier de développer certains métiers et certaines compétences à l'intention des femmes en rapport avec le patrimoine culturel. C'est ainsi que plus de 250 femmes sont régulièrement formées à des activités ayant trait pour la plupart à l'artisanat. Les travaux réalisés dans le cadre du forum nous ont permis d'éviter la disparition de certains savoir-faire typiques de notre région, par exemple : le Chebka, le tissage et la cérémonie du thé. Il y a lieu de préciser qu'un bon nombre de ces spécialités créent des emplois et constituent une source de revenus pour certaines catégories de la population. Le fleuve Bouregreg nous a également permis de faire face aux difficultés liées à ces produits traditionnels : dispersion, dénaturation, appauvrissement de l'art, reconnaissance insuffisante, faibles revenus (une tisseuse de tapis gagne l'équivalent de 40 euros par mois).

De nombreuses activités ont été mises en œuvre au niveau local pour donner un nouvel élan à ces métiers. Aux niveaux régional et international, l'activité de l'association a été marquée par des réunions à Casablanca destinées à renforcer le rôle des femmes dans le développement économique.

Il est nécessaire d'intégrer le savoir dans la vie sociale et de valoriser les travaux manuels, éclipsés jusqu'ici par les travaux intellectuels.

Établir un réseau de ressources humaines est la dynamique du projet communautaire dénommé le Grand Livre, qui a essentiellement pour objet de répertorier, préserver, transmettre et valoriser compétences et savoir-faire. Un comité représentatif, qui assure une fonction de protection et de diffusion, est chargé d'évaluer, de sélectionner, d'étudier, de synthétiser et de présenter les divers éléments. Les consultants associés au projet sont des personnalités proches du monde des arts et de l'artisanat : écrivains, romanciers, poètes,

historiens de l'art et économistes, pour ne donner que quelques exemples. Dans chaque sous-région, des intellectuels, des artistes et des penseurs pourraient fonder un comité de surveillance qui serait chargé de veiller au respect de deux critères : préservation et qualité.

L'association a été reconnue d'intérêt public par le décret n° 280 201 du 8 avril 1988. Son président fondateur est M. Mohamed AOUAD, ancien ministre et ancien ambassadeur, et conseiller de Sa Majesté le Roi.

Consacrée au développement culturel, social et économique, l'association exerce ses activités en toute indépendance, vis-à-vis du monde politique et syndical, et travaille souvent en étroite coopération avec les décideurs d'organisations non gouvernementales (ONG) très diverses. Ses ressources proviennent des cotisations de ses membres actifs et de ses membres honoraires ainsi que de souscriptions, de subventions de l'État et des communautés locales, et de dons versés par des organismes nationaux ou internationaux. Actuellement, l'association compte plus de 5100 membres.

En 1992, l'association a créé à Casablanca une section regroupant plus 1500 membres. En 1996, elle a fondé le Forum international des femmes qui vise à promouvoir la vie professionnelle de ces dernières.

La structure de l'association est la suivante :

- Assemblée générale.
- Conseil d'administration.
- Bureau : met en œuvre les orientations définies par les deux organes susmentionnés et assure la gestion des activités avec le concours d'un secrétariat administratif.
- Comités : travaillent au niveau sectoriel en fonction de leur ordre du jour respectif et exécutent un programme d'action étudié et ratifié par le "bureau élargi", qui se compose des membres du bureau et des présidents des comités.
- Clubs : un membre du bureau coordonne leurs activités qu'elles soient scientifiques ou liées aux enfants, au théâtre ou aux femmes.
- Annexes de quartier : contribuent à constituer une assise régionale efficace pour l'association et à mettre davantage ses activités à la portée des habitants des différents quartiers des communes de Salé.

Différents volets d'activité

- *Volet social et humanitaire* : toutes les activités relatives à la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme et l'exclusion.
- *Volet développement* : dynamiser l'économie et les domaines connexes et préserver le patrimoine.
- *Volet scientifique et culturel* : proposer des activités culturelles, artistiques et scientifiques.
- *Unités* : sports, ressources humaines, communication et partenariat, ressources financières, projets tournés vers l'avenir et questions juridiques.

Coordonnées

Bureau de Casablanca
P.A. 6 cité de l'Air-Casa-Anfa
Casablanca (Maroc)

Téléphone : +212 22 90 34 48 - +212 68 40 10 04 – 212 61 13 51 50

Télécopieur : +212 91 55 62

Courrier électronique : iwf@wanadoo.net.ma

Adresse Internet : www.iwfcasa.org

Asociación civil comunidad aborígen
“Toba, Pilaga et Wichí” – To.Pi.Wi.

Présentation générale

L'Association des communautés autochtones TOBA, PILAGA et WICHÍ (peuples autochtones) a été fondée par des autochtones en 1995; sa personnalité juridique est attestée par le certificat n° 127.

L'Association TOPIWI travaille au sein de 121 communautés autochtones, dont 12 petites communautés vivant en milieu urbain à Buenos Aires (elles se composent d'autochtones ayant émigré de leurs terres vers la ville pour des raisons économiques). L'association ne reçoit de fonds d'aucun organisme et mène à bien ses travaux avec le concours éventuel de membres autochtones; elle reçoit aussi l'assistance bénévole de nombreux spécialistes non autochtones. La création de TOPIWI résulte de la volonté des indiens d'œuvrer ensemble à leur développement dans un esprit de respect.

Buts principaux

- œuvrer tout d'abord à l'éradication de la pauvreté et à la disparition de la discrimination, et faire respecter les droits des peuples autochtones reconnus en droit coutumier;
- œuvrer à la reconnaissance des droits des autochtones, à l'instauration d'une démocratie fondée sur l'égalité des chances, dans l'optique d'un développement durable.

Concrètement, les objectifs de l'association sont les suivants :

- assurer un enseignement et une formation dans tous les domaines, et plus particulièrement en ce qui concerne les droits fonciers, la diversité biologique et les projets de développement en vue d'améliorer la condition des peuples autochtones;
- planifier et programmer l'exécution de projets de développement agricole et de reforestation;
- constituer des réseaux et des ateliers pour promouvoir la mise en place de politiques des pouvoirs publics et d'instruments internationaux en faveur des droits des peuples autochtones;
- obtenir la participation des femmes, qui jouent un rôle actif dans la création et la transmission de la culture autochtone ancestrale, ainsi que la participation des jeunes, de façon à ce qu'ils acquièrent les compétences qui les rendent aptes à diriger et à être attentifs à leurs droits et à les protéger.

M. Estebán Vega, président de TOPIWI, travaille dans la province de Formosa, et Mme Cecilia Rosalía Paiva est la représentante de l'association à Buenos Aires.

Coordonnées complètes de l'association

Siège de l'association
Département de Patiño
Province de Formosa
Calle Blas Parera 1260.V. del Rosario

Bureau de Buenos Aires
Av. Santa Fe 4938, Primero B.
Télécopieur : +11-4775-2826.
Téléphone portable : +11-1544356575.
Courrier électronique : ipdh@netcentral.zzn.com

Pauktuutit – Association de femmes inuites

Principaux objectifs

L'Association Pauktuutit représente les femmes inuites au Canada. Elle a principalement pour objectif de traiter les diverses questions sociales et sanitaires qui concernent les femmes inuites, leur famille et leur communauté. Elle s'occupe également de questions relatives à l'égalité, que ce soit au sein même des communautés inuites ou dans la société canadienne en général. Le développement économique et le besoin qui y est lié de protéger les droits traditionnels et culturels et les droits de propriété intellectuelle des femmes inuites sont devenus de plus en plus prioritaires au cours des dernières années.

Pauktuutit travaille au niveau international avec d'autres femmes autochtones sur des questions relatives à la commercialisation de l'artisanat et à la protection des savoirs traditionnels et de la culture. L'association est membre de l'*Indigenous Women of the Americas Initiative* qui parraine des ateliers organisés au Canada ainsi qu'en Amérique du Sud et en Amérique centrale en vue d'étudier les préoccupations en matière de propriété intellectuelle que partagent les femmes autochtones des deux hémisphères. En outre, l'association continue de travailler étroitement avec la Conférence inuite circumpolaire (Canada) sur des sujets qui préoccupent ou intéressent les femmes inuites du monde circumpolaire.

Depuis 1996, Pauktuutit a participé aux débats et aux négociations relatifs à la Convention sur la diversité biologique, notamment à ceux relatifs à l'article 8 (j). Des représentants de l'association ont assisté aux réunions de la Conférence des parties et ont pris part à l'Atelier de Madrid relatif aux savoirs traditionnels tenu en 1997, ainsi qu'à d'autres réunions ayant trait à ce domaine.

En ce qui concerne les travaux de l'OMPI, Pauktuutit a rencontré les membres de la quatrième mission d'enquête en novembre 1998. Elle a en outre pris part à la Table ronde de l'OMPI sur les savoirs traditionnels qui s'est tenue à Genève en 1999.

Actuellement, l'association étudie les incidences des droits de propriété intellectuelle en relation avec une parka traditionnelle confectionnée par les femmes inuites. En mai 2001, un atelier s'est tenu dans l'Arctique afin de donner des renseignements aux dessinateurs et aux couturières inuits sur les lois en vigueur dans le domaine de la propriété intellectuelle et de les informer sur des questions actuellement examinées dans le cadre de l'OMPI et de la Convention sur la diversité biologique. Cet atelier a également été l'occasion d'évaluer leurs besoins et leurs attentes en matière de propriété intellectuelle. Le projet est destiné à servir d'étude de cas pour les consultations sur les droits de propriété intellectuelle au sein des communautés autochtones. L'objectif à long terme est d'assurer la protection juridique des produits fondés sur des dessins, des motifs et des savoirs traditionnels.

Pays dans lequel l'association est la plus active

Canada

Coordonnées complètes de l'association

131 Bank Street, Third Floor,
Ottawa, Ontario K1P 5N7
Canada
Téléphone : +1-613-238-3977
Télécopieur : +1-613-238-1787
Courrier électronique : execdir@pauktuutit.on.ca

Society for Research into Sustainable Technologies and Institutions (SRISTI)Principaux objectifs

SRISTI est une organisation non gouvernementale qui a pour but de renforcer la créativité des inventeurs, innovateurs et écoentrepreneurs qui s'emploient, au niveau de la communauté, à préserver la diversité biologique et à trouver des solutions écologiques à des problèmes rencontrés localement.

Les travaux de recherche de SRISTI visent à élaborer des modalités pratiques de développement durable en mettant surtout l'accent sur l'établissement de liens entre innovations, investissements et entreprises lorsque cela est possible. Une attention particulière est également accordée aux solutions non commerciales, en particulier en vue de renforcer la capacité d'expérimentation et d'innovation. On trouvera ci-après la synthèse de certains de ces travaux :

1. Documentation, diffusion et coordination

2. Générer de la valeur ajoutée

Essais en ferme et essais en station portant sur des innovations d'agriculteurs; insecticides à base de plantes autochtones; médicaments vétérinaires autochtones; extraits végétaux pour des applications bactériostatiques et bactéricides; outils agricoles.

3. Certification de l'origine organique du produit et indicateurs écologiques

4. Gestion des ressources naturelles

Études relatives aux pratiques autochtones de conservation des sols et des ressources hydrologiques; études relatives aux initiatives locales pour la gestion des arbres et des forêts et la conservation du germoplasme; travaux de recherche sur l'aménagement d'institutions, sur l'économie environnementale; étude et assimilation des traditions locales qui ont trait à la déontologie en matière de préservation des ressources.

5. Innovations concernant l'enseignement

Intégrer les connaissances environnementales locales dans les programmes scolaires, lutter contre l'abandon scolaire et améliorer les résultats de l'enseignement grâce à un réseau informel d'innovateurs-enseignants.

6. Modèles de rétribution des innovations

Travaux de recherche sur la rétribution matérielle ou non d'innovations individuelles, collectives ou communautaires – INSTAR (Réseau international pour les applications techniques durables et l'enregistrement); aide au financement par l'intermédiaire du fonds expérimental de capitaux à risque de SRISTI destiné à encourager l'élaboration de nouveaux produits et à commercialiser les innovations.

Coordonnées

Society for Research into Sustainable Technologies and Institutions (SRISTI)
B/h Pharmacy College Mess
Boys Hostel Campus
Nr. Vijay Char Rasta
Navrangapura
Ahmedabad - 380 009
Gujarat (Inde)
Téléphone : +91 79-640 4292
Télécopieur : +91-640-4293
Courrier électronique : info@sristi.org

[Fin de l'annexe et du document]